

SV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.434/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice, le 10 mai 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 26 mars 2003 portant création d'un Organe central pour la saisie et la confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur des biens saisis et l'exécution de certaines sanctions patrimoniales", a donné le 7 juin 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

Intitulé

L'intitulé ne tient pas compte du chapitre 2 de l'avant-projet qui modifie le Code d'instruction criminelle. Il doit donc être revu.

Dispositif

Articles 2 et 3

(Articles 28octies et 61sexies, en projet, du Code d'instruction criminelle)

L'article 28octies, § 1^{er}, 1°, en projet du Code d'instruction criminelle permet au procureur du Roi d'ordonner l'aliénation, par l'Organe central, de biens saisis et de leur subroger le produit obtenu, et ce, sans le consentement de la personne qui a fait l'objet de la saisie et du légitime propriétaire, lorsque celui-ci ne s'identifie pas au saisi. L'article 61sexies en projet du Code d'instruction criminelle donne la même possibilité au juge d'instruction.

Dans l'exposé des motifs, le commentaire de l'article 12 de l'avant-projet, explique qu'

"(...) il ne s'agit pas de vendre des biens de l'État pour le compte de la Trésorerie mais de vendre suivant les instructions de l'Organe central, des biens appartenant à des personnes, à ce stade, présumées innocentes. Le produit de l'aliénation remplace le bien vendu par subrogation réelle".

.../...

Même si l'exposé des motifs rappelle que la disposition en projet ne fait que remplacer l'article 280^{octies} actuel du Code d'instruction criminelle afin d'alléger la procédure applicable, il serait utile que l'exposé des motifs rappelle le régime juridique de cette vente particulière : ainsi s'agit-il d'une "vente faite par autorité de justice" ¹ ? Quelles sont les parties à la vente ? À quel titre l'État et l'Organe central interviennent-ils ? Quelles règles s'appliquent, par exemple, en ce qui concerne la garantie des vices ou la rescision pour lésion ² ? Tout ou partie des dispositions du Code judiciaire relatives aux saisies exécutions sont-elles applicables ? Comment seront garantis les droits des tiers, qu'ils soient créanciers ou qu'ils prétendent avoir des droits sur la chose saisie ?

Article 6

(Article 3, en projet, de la loi du 26 mars 2003)

1. Le paragraphe 3, 4°, en projet dispose que

"conformément aux dispositions de la troisième section du Chapitre III, l'Organe central gère, en concertation avec le procureur du Roi ou le juge d'instruction, les avoirs saisis".

Cependant, la troisième section n'est pas relative à la gestion de tous les avoirs saisis mais uniquement à la gestion des sommes, des titres ou d'autres avoirs qui nécessitent une gestion particulière (articles 12 à 14 en projet).

Les sommes tirées de l'aliénation d'un bien saisi ou versées en vue de la restitution de l'avoir saisi et celles provenant des cautionnements sont également gérées par l'Organe central, mais en vertu de l'article 11 en projet qui se trouve dans la section 2 du Chapitre III et non dans la section 3.

⁽¹⁾ H. DE PAGE, Traité élémentaire de droit civil belge, Bruxelles, Bruylant, T. IV, éd. 4 par A. MEINERTZHAGEN-LIMPENS, 1997, n° 364, 434.

⁽²⁾ Pour comparaison, voir les articles 1649 et 1684 du Code civil.

La question se pose dès lors de savoir s'il n'y a pas lieu de compléter le renvoi à la section 3 par un renvoi à la section 2.

Enfin, ni le texte actuel ni le texte en projet ne permettent de déterminer le rôle que joue l'Organe central dans la gestion des biens conservés en nature.

Il serait utile de préciser dans l'exposé des motifs le rôle de l'Organe central en matière de gestion des biens conservés en nature et, le cas échéant, comment ce rôle se concilie avec celui rempli par le greffier des saisies.

2. Au paragraphe 3, 5°, qui mentionne la coordination de l'exécution des jugements et arrêts emportant la confiscation des avoirs, il faut viser non seulement le chapitre III, section 4, (qui concerne l'échange d'informations) mais également l'article 197*bis* du Code d'instruction criminelle.

Article 10

(Article 6, en projet, de la loi du 26 mars 2003)

Au paragraphe 3, alinéas 3 et 4, l'exposé des motifs doit expliquer ce qu'il faut entendre par les mots "ou en garantie".

Article 11

(Article 9, en projet, de la loi du 26 mars 2003)

Il convient de préciser, dans le texte de l'avant-projet, quelles sont les décisions visées.

Article 12

(Article 10, en projet, de la loi du 26 mars 2003)

Le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, vise "l'Organe central et son mandataire".

Strictement parlant, le mandataire n'est pas le mandataire de l'Organe central, puisque celui-ci n'a pas la personnalité juridique, mais le mandataire de l'État.

Article 13

(Article 11, en projet, de la loi du 26 mars 2003)

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, dans la version française, les mots "en Conclu" résultent manifestement d'une erreur.

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, dispose que le Roi détermine les seuils à partir desquels les intérêts doivent être versés.

Cette disposition ne peut être admise. Dès lors que des intérêts sont dus par la Caisse des dépôts et consignations ³ ou par une institution financière, ils doivent être versés à leurs légitimes propriétaires, sous peine de porter atteinte à leur droit de propriété.

3. Le Conseil d'État n'aperçoit pas le sens du paragraphe 2, alinéa 3. L'intérêt est celui qui a été effectivement versé par la Caisse des dépôts et consignations ou par l'institution bancaire, ni plus ni moins.

⁽³⁾ C'est-à-dire à partir d'un capital de 2,5 euros (article 19, 3°, de l'arrêté royal n° 150 du 18 mars 1935 "coordonnant les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement de la Caisse des dépôts et consignations et y apportant des modifications en vertu de la loi du 31 juillet 1934").

Article 15

(Article 12, en projet, de la loi du 26 mars 2003)

Le texte français de l'article 12 en projet manque de clarté et doit être revu.

Article 19

(Article 15, en projet, de la loi du 26 mars 2003)

À l'alinéa 2, en projet, il y a lieu de mentionner l'intitulé complet de la loi du 11 janvier 1993 qui est "loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme".

Article 21

(Article 16, en projet, de la loi du 26 mars 2003)

En vertu de cette disposition, l'Organe central fournit au procureur du Roi ou au juge d'instruction un appui en matière de saisie ou de confiscation d'avoirs.

L'on se demande cependant quelle est la compétence d'un juge d'instruction en matière de confiscation. En effet, cette dernière est prononcée par le juge du fond et exécutée à la requête du ministère public (article 197, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle).

Article 25

(Article 23, en projet, de la loi du 26 mars 2003)

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, en projet, dans la version française, il y a lieu d'écrire "l'Organe central" et non "l'organe".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	H. BOSLY,	assesseur de la section de législation,
Madame	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.434/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 mei 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 26 maart 2003 houdende oprichting van een Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring en houdende bepalingen inzake het waardevast beheer van in beslag genomen goederen en de uitvoering van bepaalde vermogenssancties", heeft op 7 juni 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Opschrift

In het opschrift wordt geen rekening gehouden met hoofdstuk 2 van het voorontwerp, dat het Wetboek van Strafvordering wijzigt. Het opschrift moet dan ook worden herzien.

Dispositief

Artikelen 2 en 3

(ontworpen artikelen 28*octies* en 61*sexies* van het Wetboek van Strafvordering)

Het ontworpen artikel 28*octies*, § 1, 1°, van het Wetboek van Strafvordering staat de procureur des Konings toe om de vervreemding, door het Centraal Orgaan, te gelasten van in beslag genomen goederen en de opbrengst ervan ervoor in de plaats te stellen, zonder de toestemming van de beslagene en van de rechtmatige eigenaar, indien deze niet de beslagene is. Het ontworpen artikel 61*sexies* van het Wetboek van Strafvordering staat hetzelfde toe aan de onderzoeksrechter.

In de memorie van toelichting staat bij wijze van commentaar op artikel 12 van het voorontwerp te lezen

"(...) dat het hier niet gaat om de verkoop van goederen van de Staat voor rekening van de Schatkist, maar om de verkoop, in opdracht van het Centraal Orgaan, van goederen die toebehoren aan privé-personen waarvan in dit stadium vermoed wordt dat zij onschuldig zijn, en waarbij de opbrengst van de vervreemding het verkochte goed vervangt door middel van zakelijke subrogatie".

Ofschoon in de memorie van toelichting eraan herinnerd wordt dat de ontworpen bepaling zich ertoe beperkt het huidige artikel 28octies van het Wetboek van Strafvordering aldus te vervangen dat de toepasselijke procedure erdoor verlicht wordt, zou het nuttig zijn dat in de memorie van toelichting herinnerd wordt aan de rechtsregeling van deze bijzondere verkoop : betreft het aldus een verkoop op gezag van de rechter ¹ ? Wie is partij bij de verkoop ? In welke hoedanigheid handelen de Staat en het Centraal Orgaan ? Welke regels zijn bijvoorbeeld toepasselijk met betrekking tot de vrijwaring van gebreken of tot de vernietiging van de koop uit hoofde van benadeling ² ? Zijn de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het uitvoerend beslag geheel of gedeeltelijk van toepassing ? Hoe worden de rechten van derden gevrijwaard, of ze nu schuldeiser zijn dan wel beweren rechten te bezitten op de beslagen zaak ?

Artikel 6

(ontworpen artikel 3 van de wet van 26 maart 2003)

1. De ontworpen paragraaf 3, 4°, bepaalt dat het Centraal Orgaan

"overeenkomstig het bepaalde in Hoofdstuk III, Afdeling 3, instaat voor het beheer van in beslag genomen vermogensbestanddelen, in overleg met de procureur des Konings of met de onderzoeksrechter".

⁽¹⁾ H. DE PAGE, *Traité élémentaire de droit civil belge*, Brussel, Bruylant, deel IV, 4^e uitg. door MEINERTZHAGEN-LIMPENS, 1997, nr. 364, 434.

⁽²⁾ Zie ter vergelijking de artikelen 1649 en 1684 van het Burgerlijk Wetboek.

Afdeling 3 betreft echter niet het beheer van alle in beslag genomen vermogensbestanddelen, maar alleen het beheer van de sommen, effecten of andere vermogensbestanddelen die een bijzonder beheer vergen (ontworpen artikelen 12 tot 14).

De sommen die zijn verkregen uit de vervreemding of die welke gestort zijn met het oog op de teruggave van het in beslag genomen vermogensbestanddeel en die welke voortkomen uit de zekerheidstellingen, worden eveneens beheerd door het Centraal Orgaan, doch krachtens het ontworpen artikel 11, dat niet is opgenomen in afdeling 3 van hoofdstuk III, maar in afdeling 2 ervan.

Derhalve rijst de vraag of de verwijzing naar afdeling 3 niet dient te worden aangevuld met een verwijzing naar afdeling 2.

Tot slot kan noch uit de huidige tekst, noch uit de ontwerptekst worden opgemaakt welke rol het Centraal Orgaan vervult in het beheer van de in natura bewaarde goederen.

Het zou dienstig zijn in de memorie van toelichting te preciseren wat de taak van het Centraal Orgaan is op het stuk van het beheer van de in natura bewaarde goederen en, in voorkomend geval, hoe die taak verenigbaar is met die welke de griffier in beslagzaken vervult.

2. In paragraaf 3, 5°, waarin sprake is van de coördinatie van de tenuitvoerlegging van vonnissen en arresten houdende verbeurdverklaring van vermogensbestanddelen, moet niet alleen worden verwezen naar hoofdstuk III, afdeling 4 (inzake de uitwisseling van informatie), maar ook naar artikel 197*bis* van het Wetboek van Strafvordering.

Artikel 10

(ontworpen artikel 6 van de wet van 26 maart 2003)

In de memorie van toelichting moet worden uitgelegd wat in paragraaf 3, derde en vierde lid, verstaan wordt onder de woorden "tot zekerheid gesteld".

Artikel 11

(ontworpen artikel 9 van de wet van 26 maart 2003)

In de tekst van het voorontwerp moet gepreciseerd worden welke de erin bedoelde beslissingen zijn.

Artikel 12

(ontworpen artikel 10 van de wet van 26 maart 2003)

In paragraaf 1, derde lid, wordt verwezen naar "het Centraal Orgaan en zijn lasthebber".

Strikt genomen is de laatstgenoemde persoon niet de lasthebber van het Centraal Orgaan, daar het geen rechtspersoonlijkheid heeft, maar de lasthebber van de Staat.

Artikel 13

(ontworpen artikel 11 van de wet van 26 maart 2003)

1. In de Franse versie van paragraaf 1, tweede lid, zijn de woorden "en Conclu" kennelijk een verschrijving.

2. Volgens paragraaf 2, tweede lid, bepaalt de Koning de "drempels" vanaf welke interessen moeten worden toegekend.

.../...

Die bepaling kan niet worden aanvaard. Aangezien interesten verschuldigd zijn door de Deposito- en Consignatiekas ¹ of door een financiële instelling, moeten ze worden gestort aan hun rechtmatige eigenaars, daar anders afbreuk wordt gedaan aan hun eigendomsrecht.

3. Het is de Raad van State niet duidelijk wat de betekenis is van paragraaf 2, derde lid. De interest is gewoonweg die welke de Deposito- en Consignatiekas of de bankinstelling hebben gestort.

Artikel 15

(ontworpen artikel 12 van de wet van 26 maart 2003)

De Franse tekst van het ontworpen artikel 12 is onvoldoende duidelijk en moet worden herzien.

Artikel 19

(ontworpen artikel 15 van de wet van 26 maart 2003)

In het ontworpen tweede lid moet het volledige opschrift worden vermeld van de wet van 11 januari 1993, te weten "wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme".

⁽¹⁾ Dat wil zeggen vanaf een kapitaal van 2,5 euro (artikel 19, 3°, van koninklijk besluit nr. 150 van 18 maart 1935 tot samenschakeling van de wetten betreffende de inrichting en de werking van de Deposito- en Consignatiekas en tot aanbrenging van wijzigingen daarin krachtens de wet van 31 juli 1934).

Artikel 21

(ontworpen artikel 16 van de wet van 26 maart 2003)

Krachtens die bepaling verleent het Centraal Orgaan aan de procureur des Konings of aan de onderzoeksrechter bijstand op het gebied van de inbeslagneming of de verbeurdverklaring van vermogensbestanddelen.

Het is evenwel de vraag wat de bevoegdheid is van een onderzoeksrechter inzake verbeurdverklaring. Deze maatregel wordt immers uitgesproken door de bodemrechter en ten uitvoer gelegd op verzoek van het openbaar ministerie (artikel 197, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering).

Artikel 25

(ontworpen artikel 23 van de wet van 26 maart 2003)

In de Franse tekst van de ontworpen paragraaf 2, eerste lid, schrijve men "l'Organe central" in plaats van "l'organe".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	H. BOSLY,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS